

Le gouvernement construit notre vulnérabilité collective aux futures crises sanitaires et environnementales !

Les syndicats CGT de l'OFB et des Parcs Nationaux, de l'agence nationale de sécurité sanitaire pour l'environnement, l'alimentation et le travail (Anses), du Muséum national d'Histoire naturelle, de l'Ademe, de L'Institut Paris Région et du ministère du Travail et de Santé publique France tirent la sonnette d'alarme. Jamais les institutions chargées de défendre l'environnement, la santé publique et les travailleurs.es n'ont subi autant d'attaques, financières, législatives et symboliques de la part de la classe politique française.

Alors que les crises écologiques dépassent des seuils critiques, reconnus par un consensus scientifique incontestable, et que les enjeux sanitaires ne cessent de s'aggraver, la crise du monde agricole a été l'occasion pour le gouvernement et les organisations patronales de resservir un discours anti-contrôles et anti-normes. Répondant ainsi au lobby de l'agro-business, une circulaire datée du 4 novembre 2024 instaure pour les administrations de l'État un « contrôle annuel unique » dans le secteur agricole. Ceux et celles qui protègent au quotidien l'environnement, la santé publique et les travailleur.ses sont ainsi désigné.es comme des bouc-émissaires.

En outre, la réduction drastique des moyens alloués aux services de l'État et aux agences environnementales et sanitaires relève d'une irresponsabilité sans précédent. Les attaques se poursuivent jusque dans les propos de François Bayrou et de son gouvernement, évoquant des agences « trop nombreuses » et se multiplient à travers les attaques physiques et médiatiques de certains syndicats agricoles.

Les conséquences sont immédiates et tangibles : suppressions de postes à l'OFB, pression accrue sur les emplois à l'Anses, réduction drastique du nombre d'ouverture de postes au concours de l'inspection du travail liée à une réduction généralisée des effectifs et diminution drastique du budget d'intervention de l'Ademe avec, à terme, la menace de fusions destructrice entre des organismes au détriment de la qualité du service qu'elles rendent au public. Ces attaques budgétaires menées au niveau national par l'exécutif, trouvent écho à toutes les échelles. Depuis l'arrivée de Valérie Pécresse à la tête de la région Île-de-France, l'Institut Paris Région, pilier francilien de la recherche et de l'expertise en urbanisme et environnement, a subi une réduction de 30 % de ses ressources financières. Cette déconstruction méthodique de nos outils communs de connaissance et de régulation prépare un affaiblissement généralisé de notre capacité à répondre aux crises écologiques et sanitaires, à la protection des travailleurs.ses et aux besoins de la population.

Sur le plan législatif, la proposition de loi portée par Laurent Duplomb, ancien président de la chambre d'agriculture de Haute-Loire pour la FNSEA, qui vise à « lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur » est une attaque directe contre l'indépendance de l'Anses. Ce texte prévoit notamment la création d'un « Conseil d'orientation pour la protection des cultures », structure externe dominée par les intérêts privés et économiques, menaçant gravement l'objectivité des décisions sur les pesticides et autres produits chimiques. Alors que le gouvernement a déjà mis en pause le plan écophyto qui visait à réduire les usages de produits phytopharmaceutiques, l'entrée en vigueur de la loi Duplomb constituerait un recul sans précédent pour la biodiversité, la santé des travailleurs.ses agricoles et de la population, tant les pesticides sont nocifs.

Parallèlement, Santé publique France (SpF) est actuellement soumise à une inspection de l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS) dont la lettre de mission évoque parmi les scénarios possibles la remise en cause de son intégrité en confiant certaines de ses missions à d'autres opérateurs publics. Affaiblir Santé publique France menacerait gravement son indépendance scientifique nécessaire à l'accomplissement de ses missions. L'indépendance scientifique des agences sanitaires est un garde-fou essentiel pour éviter l'ingérence des lobbys, des manipulations politiques, et éviter crises et scandales sanitaires.

Ces manœuvres illustrent parfaitement la dérive autoritaire d'un exécutif obsédé par une gestion néolibérale et productiviste, relayé par des élus de droite et d'extrême droite, sacrifiant les impératifs écologiques et sanitaires aux intérêts économiques immédiats. Ce climat toxique encourage aussi une montée inquiétante des violences contre les agent.es publics et tout particulièrement celles et ceux de l'OFB, présentés cyniquement comme responsables des difficultés agricoles par un gouvernement aligné sur les discours les plus rétrogrades et populistes.

Cette politique s'apparente dangereusement à celle menée par l'administration Trump aux États-Unis, où la suppression de crédits de recherche dédiés à l'environnement, les licenciements massifs au sein des agences sanitaires servent une stratégie de dérégulation de l'économie au détriment du bien commun. Des politiques similaires d'attaques contre les institutions travaillant sur le climat, l'environnement et la santé s'observent dans de nombreux pays, et mettent en péril l'avenir et le bien-être de toute l'humanité. Faire de la préservation de l'environnement et la santé publique une simple variable d'ajustement économique au profit d'intérêts privés est doublement nuisible : cela permet d'une part à certains acteurs économiques de se défaire des conséquences écologiques et sanitaires de leurs activités, et d'autre part de détourner les fonds publics destinés à la régulation environnementale vers des politiques régressives et une économie de guerre, exacerbant les inégalités et accentuant la guerre sociale contre les travailleurs.

Nous, syndicalistes, soutenus par des élu.es locaux et nationaux, des scientifiques et des soignant.es, des agriculteur.ices et des citoyen.nes engagé.es, appelons le gouvernement et l'Assemblée Nationale à abandonner immédiatement la loi Duplomb, à restaurer et renforcer les moyens des agences environnementales et sanitaires, ainsi que de l'inspection du travail, et à mettre fin à l'austérité destructrice imposée aux collectivités territoriales et à la transition écologique dans le prochain budget 2026.

La protection de l'environnement, la lutte contre le changement climatique et la crise de la biodiversité, la réduction des inégalités et la préservation de la santé de tous se sont pas négociables. Il est temps de remettre l'intérêt général au cœur des politiques publiques.